

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 068-03104

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société KNAUF SUD-OUEST concernant les installations exploitées à Colomiers

0097

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 80 du 20 juin 2013 autorisant la société KNAUF SUD-OUEST à Colomiers, Z.I En Jacca, 37 chemin de la Salvetat ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi suite à la visite d'inspection effectuée le 27 mars 2019, transmis à la société KNAUF SUD-OUEST par courrier en recommandé avec accusé de réception en date 6 mai 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 21 mai 2019 ;

Considérant que lors de la visite en date du 27 mars 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'absence de justificatifs attestant, pour les halls n° 4 et 7, des propriétés de résistance au feu des murs extérieurs et des toitures et couvertures de toiture, et des propriétés de résistance au feu de portes, ce qui constitue une non-conformité à l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer la conformité de la toiture du hall n° 4, en termes de réaction au feu, le caractère incombustible des matériaux mis en œuvre pour le hall n° 7, et la conformité des portes des halls n° 4 et 7, en termes de résistance au feu, ce qui constitue des non-conformités à l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 ;
- la surface d'exutoire du hall n° 4 n'est pas conforme vis-à-vis de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 ;
- les commandes des exutoires du hall n° 4 ne sont pas conformes vis-à-vis des articles 7.2.4 et 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 ;
- la surface des exutoires du bâtiment n° 7 n'est pas conforme vis-à-vis de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 ;
- des éléments constitutifs d'éclairage zénithal sont situés à moins de 4 mètres du mur coupe-feu séparant les halls n° 7 et 9, côté hall n° 7, ce qui constitue une non-conformité à l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 ;

Considérant qu'il convient, compte tenu des non-conformités majeures relevées, de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société KNAUF SUD-OUEST de respecter les dispositions réglementaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er} - La société KNAUF SUD-OUEST est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions suivantes :

Pour les halls n° 4 et 7 :

- article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 : Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 : Les locaux doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : [...] portes pare-flamme de degré 1/2 heure ;
- article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 : Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). [...] leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture ;

Pour le hall n° 4

- article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 : Les locaux doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : [...] couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttant, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion ;
- article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) [...] permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). ;
- article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 : Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle [...] ;

Pour le hall n° 7 :

- article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 : Les locaux doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : matériaux de classe M0 (incombustibles) ;
- article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 : La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs en :
- fournissant, **sous un délai de 3 mois**, le cahier des charges des travaux de mise en conformité,
- fournissant, **sous un délai de 6 mois**, le bon de commande des travaux de mise en conformité
- réalisant, **sous un délai de douze mois**, les travaux de mise en conformité.

Les délais précités sont à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 – À défaut d'exécution dans le délai imparti défini à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3 – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société KNAUF SUD-OUEST.

Art.4 - Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ;

2° par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision ;

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 5 – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **19 JUIN 2019**

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général ,

Jean-François COLOMBET

